

Legation de Suisse
en Russie.

Petrograd 26 mai
8 juin 1917

Ed
Infiltration

au Département Politique Suisse
Berne

Monsieur le Conseiller fédéral

La Russie n'est pas près de sortir de l'état
d'anarchie où elle se débat depuis des mois.
Le gouvernement provisoire loin de se fortifier
s'affaiblit par l'introduction de nouveaux mem-
bres qui aucun talent spécial, aucun mérite ne
recommandaient à son choix. M^r l'honorable Cideran
ministre de l'Industrie et du Commerce a du recou-
r aux manœuvres qu'il était impuissant en présence de l'at-
titude insensée des milieux ouvriers; il a ex-
posé ses craintes dans un document public,
où il a démontré clairement que les exigences
ouvrières conduisaient l'industrie à la ruine
et finalement il a donné sa démission. Il n'est
pas encore remplacé, personne ne paraissant se
soucier de plaquer sur ses épaules un pareil
fardeau. Dans un rapport remarquable, qui
est un éloquent cri d'alarme M^r Kuttler, a
développé les mêmes conclusions devant le comité



exécutif de la Douane.
 A la tête du ministère du Travail se trouve
 un sieur Skobelev de la fraction maximaliste
 Il n'a ni instruction sérieuse ni connaissance
 des questions économiques. Il est complètement
 dans la main des bolchevistes (maximalistes) et
 l'un de ses premiers actes a été une déclaration
 de guerre aux capitalistes. Le dernier emprunt
 dit de la Liberté n'ayant pas réussi, il tient
 aux capitalistes ce langage et puis que vous
 dissimulez vos capitaux et vous refusez à prendre
 votre part des charges communes nous nous inscrivons
 d'office comme souscripteurs à l'emprunt dans
 une proportion qui sera fixée par décret.
 L'annonce de cette mesure a un grand émoi
 parmi nos compatriotes dont plusieurs ont besoin
 pour la marche de leurs affaires de la libre
 disposition de leurs capitaux. Ils s'informent
 à la légation pour savoir si comme disent-ils
 devant subir cette contribution forcée à l'impôt.
 La question est d'autant plus délicate que
 l'opportunité soulevée par la Légation de Russie
 à Rome à propos de l'emprunt dit de guerre
 n'est pas encore écartée nous sommes en effet
 sans réponse à la dernière note dans laquelle
 nous avons exposé le point de vue du Conseil fédéral
 nous allons dès maintenant nous mettre en rapport
 avec les légations des Pays neutres pour savoir

quelle attitude elles entendent adopter.
 La réquisition revêt ici également un caractère
 d'emprunt forcé. Dans certains cas la réquisition
 est constatée par une quittance avec promesse
 de remboursement. Dans le cas présent le caractère
 consiste en tâches de service sur l'Etat. Il n'y a
 par de doute que l'emprunt ait un caractère
 militaire en relation intime avec la guerre que
 soutient le pays. Il semble donc qu'un essai de
 protestation se justifie de notre part, et je serais
 heureux de recevoir à cet égard vos instructions.
 Le but des meneurs des ouvriers est d'ailleurs vi-
 sible: ils tendent à ruiner l'industrie privée
 afin de pouvoir réaliser leur rêve d'exploitation
 communiste. L'industrie ne faisant aucun doute
 pour les plus éclairés d'entre eux. Ils franchiront
 la deuxième étape et demanderont à l'Etat
 de prendre en main toute l'exploitation indus-
 trielle, en continuant, cela va sans dire, à
 leur payer les salaires fantastiques qu'ils
 ont peu à peu anachés à l'exploitation privée.
 Dans une récente séance du Comité des D. O. et D.
 les délégués des femmes d'ouvriers ont exigé
 qu'on au salaire de leurs hommes on ajoutât 10
 Francs par jour pour les femmes. et le
 Comité a trouvé cette demande tout à fait
 justifiée: c'est donc en moyenne une femme
 de 25 Francs que chaque mineur d'ouvrier
 doit recevoir par jour. - Le prix des matières

premières augmentant sans cesse et le produit
triple ayant baissé de 30, 40, et même 50 %
on comprend que les industries privées ne
peussent tenir. Plusieurs industriels ont parait
apporté les clés de leurs usines au ministère du
Travail en se déclarant impuissants à conti-
nuer la lutte.

Les usines et fabriques locales ne travaillant
pas, rien n'arrivant d'ailleurs de l'étranger
beaucoup de magasins sont fermés, ainsi
tous ceux qui vendaient des confections, toutes
les confiseries, pâtisseries etc. L'alimentation
devient de plus en plus difficile; on ne peut
presque plus obtenir de viande, de beurre, de
farine, de sucre et seulement en quantités
minimes après de longues stations interminables sur
les trottoirs. - On voyait ces jours derniers
devant un magasin d'une des rues les plus
fréquentées, une foule de 80 à 100 personnes
qui n'ayant pu se faire servir de chaussures
avaient obtenu la fermeture (à la haine du soldat
ont passé toute la nuit pour ne pas manquer
leur tour au moment de la réouverture. Les uns
étaient assis sur des bancs improvisés, sur
des sacs, des coffres, d'autres simplement couchés
sur le trottoir; des soldats tenaient compagnie aux
petites femmes et flicitaient sous des parapluies.
L'unique préoccupation de toute la population
de cette grande ville se résume en ceci; que
mangerons-nous demain? Il est parti beaucoup

Legation de Suisse
en Russie.

de gens pour le midi, la Crimée, le
Caucase, d'ou viennent cependant des nouvelles
de grèves et de désordres, pour la Finlande
qui regorge de monde; mais cet exode ne par-
rait pas avoir amélioré le sort de ceux qui
sont restés.

Des désordres graves se sont produits à Moscou.
Le bureau d'un changeur a été pillé et le
patron tué. De divers points de la province on
continue à signaler des désordres agraves.
L'ensemblement ne se fait pas et les
paysans empêchent de travailler. Les trains
sont toujours bondés de soldats qui se con-
duisent en masses, font marcher, aueter.
Les trains, changent leur destination à leur gré.
Un grand nombre de plaintes s'élève de
tout le pays, sur le manque d'ordre, de
sécurité, de protection.

Les velléités de séparation ne cessent pas.
On a même annoncé qu'un tsar moscovite
Prince Dolgoroukoff de la descendance de
Boris avait été proclamé à Moscou.
La Sibirie veut se constituer en république
indépendante. Cronstadt veut s'administrer
lui-même.

Quant à l'état réel de l'armée il est dif-
ficile de s'en faire une idée générale.

Le ministre de la guerre Kerenski se
 multiplie ra sur tous les fronts, exhorté
 supplie, se fait applaudir. Il fait même
 parfois acte de rigueur: Un soldat lui
 ayant été signalé comme particulièrement
 vicieux, il l'a fait sortir du rang et a
 ordonné qu'il soit renvoyé à l'arrière; le
 colonel du régiment ayant profité de l'occasion
 pour signaler au ministre ses hommes qui ne
 valaient pas mieux et désorganisaient la troupe
 Kerenski n'a pas persisté dans sa sévérité.
 et a jugé possible de les conserver. Demi-
 mesure, velléités, timides, mais par encore la
 poigne de fer qui seule pourrait faire revivre
 la discipline.

Le général en chef Alexéïef a été mis à
 disposition parce qu'il avait parlé trop carré-
 ment d'offensive. Broussilov qui le remplace
 a été momentanément appelé à Tchograd et main-
 tenant l'on ne parle plus de marcher mais
 de se préparer à marcher.

Les "Nouvelles du Conseil des Ouvriers et Soldats" con-
 tiennent un article assez significatif à cet égard
 "En ces derniers jours on n'entend qu'une seule parole
 : offensive"; il semble que l'on ait l'impression
 que le principal problème de notre gouvernement
 provisoire et du Conseil des députés des ouvriers et
 des soldats soit le passage de la défensive à

l'offensive. Cette impression serait tout à fait erronée. Les offensives ne s'organisent pas par des déclarations, des discours ou des résolutions; l'offensive se prépare dans un grand secret et non pas publiquement, au yeux de tout le monde. Quand on a en vue de passer à l'offensive on ne se querelle pas et on n'en parle pas. A l'ordre du jour il y a seulement une préparation pour l'offensive. Il est nécessaire de l'organiser pour éviter le transfert des troupes allemandes sur le front franco-anglais. La perspective d'une offensive est aussi nécessaire pour éviter la décomposition de notre armée. Elle est nécessaire pour que pendant les pourparlers de paix avec l'Allemagne la Russie puisse parler non pas comme le vaincu parle au vainqueur, mais "égal à égal".

On annonce aujourd'hui que le gouvernement provisoire a décidé de priver les députés du droit de vote pour les élections à la Constituante. Des élections municipales ont lieu ces jours-ci et des affiches exigeant la paix ont été placardées sur les murs.

Veuillez agréer Monsieur le Conseiller fédéral l'assurance de ma très-haute considération

Edico